

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-president-Hugo-Chavez-dans-le-labyrinthe-colombien>

Le président Hugo Chávez dans le labyrinthe colombien

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mercredi 4 mai 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« Le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela informe que, le [samedi] 23 avril 2011, a été détenu à l'aéroport international Simón Bolívar de Maiquetía [Caracas], le citoyen de nationalité colombienne Joaquín Pérez Becerra, carte d'identité 16 610 245, alors qu'il tentait d'entrer dans le pays dans un vol commercial en provenance de la ville de Francfort (Allemagne). »

Pérez Becerra sur lequel, selon la version officielle, pesait un mandat d'arrêt « code rouge » d'Interpol pour « terrorisme », a été extradé dès le lundi 25 en Colombie, à la demande du gouvernement de ce pays, qui souhaite le juger en tant que responsable du front international des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) en Europe. Le ministère de l'intérieur et de la justice vénézuélien a fait savoir que, à travers cette expulsion, Caracas « ratifie son engagement inébranlable dans la lutte contre la délinquance et le crime organisé, dans le strict accomplissement de ses engagements et de la coopération internationale ». De son côté, le président colombien Juan Manuel Santos, après avoir remercié publiquement son homologue Hugo Chávez, a apporté quelques précisions sur les dessous de cette arrestation. D'après son récit, il a, le samedi matin, pendant le vol de Pérez Becerra entre l'Allemagne et le Venezuela, appelé M. Chávez : « Je lui ai donné le nom et lui ai demandé de collaborer à son arrestation. Il n'a pas hésité. C'est une preuve de plus que notre coopération est effective [\[1\]](#). » Caracas n'a pas démenti cette version des faits.

Cette opération conjointe de deux pays que tout oppose et dont les relations tumultueuses ont alimenté la chronique ces dernières années provoque un fort malaise au sein des organisations sociales et des secteurs de gauche latino-américains qui, depuis 1998, se sont le plus mobilisés pour défendre la révolution bolivarienne face aux attaques dont elle est l'objet - et en particulier depuis la Colombie. L'attitude du président Chávez a été questionnée, critiquée, et parfois dans les termes les plus durs, tant au Venezuela qu'à l'étranger. La tonalité des réactions pourrait se résumer de la manière suivante : « Comment un gouvernant qui se dit révolutionnaire peut-il collaborer avec les services secrets colombiens et américains ? »

Le sort réservé à Pérez Becerra soulève en effet de nombreuses questions.

Né en Colombie, il a été membre de l'Union patriotique (UP), un parti légal né en 1985, dont les membres, militants et dirigeants ont été exterminés (4 000 morts) par les paramilitaires, instruments du terrorisme d'Etat. En 1994, après l'assassinat de son épouse, il a dû fuir son pays pour sauver sa vie et s'est exilé à Stockholm où, renonçant à sa nationalité d'origine, il est devenu légalement Suédois. Contrairement à ce que prétendent Bogotá et Caracas, il n'est donc pas (plus) colombien.

S'il a refait sa vie et fondé une famille, ce survivant de la guerre sale n'a pas abandonné pour autant le combat politique et est devenu directeur de l'Agence d'information nouvelle Colombie (Anncol), créée en 1996 par des journalistes latino-américains et européens. Très critique à l'égard du palais de Nariño [\[2\]](#), dénonçant sans concessions la collusion entre paramilitarisme et sphères gouvernementales, les scandales des « *chuzadas* » et des « faux positifs » [\[3\]](#), Anncol publie également, entre de nombreuses autres sources, des communiqués des FARC. Cela ne fait pas du directeur de ce média alternatif un « terroriste », haut responsable de l'organisation d'opposition armée sur le continent européen.

Comment se fait-il par ailleurs que ce citoyen - prétendument recherché par Interpol en « alerte rouge » - n'ait jamais été inquiété en Suède, pays dans lequel il vit depuis presque vingt ans ? Comment se fait-il qu'il ait pu aborder sans problèmes un avion à Francfort, aéroport européen dont on peine à imaginer une telle négligence en matière de

sécurité ? Caracas et Bogotá seraient-elles les seules capitales au monde à recevoir les avis d'Interpol ? En l'état actuel des informations disponibles, on peut émettre une première hypothèse : un tel mandat d'arrêt n'existait pas.

Organisme international, Interpol ne mène pas d'enquêtes criminelles et ne possède pas de « service action ». Il centralise simplement les avis de recherche émis par les polices des pays membres - chacun possédant un Bureau central national (BCN) - et, dans le cadre de la coopération transfrontalière, les répercute à tous ses correspondants. Il est donc parfaitement possible - sauf démentis, dans les jours qui viennent, des gouvernements suédois et/ou allemand - que le mandat d'arrêt international pesant sur Pérez Becerra ait été émis et transmis au BCN de Bogotá par la police colombienne lorsque celle-ci a su, grâce à ses services de renseignement, qu'il se trouvait déjà dans l'avion où, dès lors, il était piégé. Il ne restait au président Santos, deux heures avant l'atterrissage, qu'à appeler M. Chávez - qui est tombé dans la machination, tête baissée.

Seule autre explication possible, au cas où ce mandat d'arrêt aurait existé antérieurement : les charges invoquées étaient trop inconsistantes pour que la police et le gouvernement suédois aient envisagé d'interpeller et d'extrader leur citoyen. Ou alors, il faut faire sienne la thèse (qui laisse perplexe, mais est évoquée par M. Chávez) d'une conspiration (Stockholm ?)-Washington-Bogotá-Interpol-CIA qui aurait patiemment attendu un voyage de M. Pérez Becerra au Venezuela pour sortir le mandat de sous la table et mettre Caracas dans l'embarras : « Si je l'extrade, je suis le mauvais, si je ne l'extrade pas, je suis le mauvais aussi [\[4\]](#). »

Néanmoins... Pérez Becerra a été « expédié » en quarante-huit heures en Colombie, sans que la justice vénézuélienne n'ait eu à examiner son cas. Une telle précipitation fait-elle partie des usages ? Depuis 2005, Caracas réclame à Bogotá l'extradition de M. Pedro Carmona Estanga, ex-patron des patrons recherché pour avoir pris le pouvoir illégalement et dissous tous les pouvoirs publics lors du coup d'Etat d'avril 2002 ; il semblerait que la justice colombienne prend davantage de temps pour « réfléchir » avant de prendre une décision.

Durant sa détention dans les locaux du Service bolivarien du renseignement national (Sebin), Pérez Becerra a été soumis à un total isolement ; aucun de ses interlocuteurs n'a accepté de tenir compte de ses documents d'identité suédois ; il n'a pas eu droit à une assistance juridique ni à prendre contact avec un fonctionnaire de l'ambassade de Suède. Dans ces conditions, son affaire s'apparente de fait à l'enlèvement par un commando colombien bénéficiant de complicités locales, le 13 décembre 2004, en plein Caracas, de M. Rodrigo Granda - qui lui était réellement membre de la Commission internationale des FARC -, affaire qui avait provoqué à l'époque une réaction vigoureuse (et justifiée) du président Chávez.

Nul ne peut sérieusement contester que le rapprochement entre la Colombie et le Venezuela, depuis l'arrivée au pouvoir de M. Santos, le 7 août 2010, constitue une évolution positive. La liste a été longue des incidents qui, durant la présidence de M. Álvaro Uribe, ont culminé avec la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, en novembre 2007 et juillet 2010. Une trêve s'est instaurée. Pour des raisons économiques, Bogotá a besoin d'une normalisation : en raison de la fermeture épisodique des frontières, les exportations colombiennes au Venezuela sont passées de 6 milliards de dollars en 2008 à 1,4 milliard en 2010.

De son côté, la République bolivarienne, à qui ces importations font défaut, a également tout intérêt à ce que son voisin mette un terme à la campagne qui, en parfaite syntonie avec Washington, a tendu à faire du Venezuela un « complice du terrorisme » et un « narco-Etat ». Dès lors, chacun y trouvant avantage, c'est à celui des deux présidents qui donnera - en apparence ! - le plus de signes de bonne volonté. Et c'est au nom de la raison d'Etat qu'il a semblé difficile - voire impossible - à M. Chávez de refuser l'extradition demandée, alors que M. Santos venait de lui en accorder une de toute première importance, celle du narcotrafiquant vénézuélien (présumé) Walid Makled.

A l'époque de sa gloire, M. Makled, richissime homme d'affaires, a été propriétaire de la compagnie aérienne Aeropostal et a contrôlé plus d'un tiers des ports et aéroports vénézuéliens. En 2008, ses deux frères Alex et Abdalá

ayant été arrêtés en possession de 400 kilos de cocaïne, il s'est enfui pour échapper au mandat d'arrêt émis contre lui, avant d'être finalement arrêté, le 18 août 2010, à Cúcuta, en Colombie. Son extradition a été réclamée par le Venezuela dès le 26 août (outre le trafic de drogue, on lui impute dans ce pays trois assassinats) et, le 6 octobre, par les Etats-Unis qui le considèrent comme un « capo » particulièrement important.

Avec la complicité des autorités colombiennes, M. Makled a, depuis une prison de « haute sécurité » particulièrement permissive, passé son temps à accorder des interviews aux médias colombiens et vénézuéliens (d'opposition - pour ne pas dire « uribistes »), expliquant qu'il a bénéficié de complicités au plus haut niveau, civil et militaire, de la République bolivarienne, et participé au financement de telle ou telle campagne électorale, à l'occasion. Il a également précisé qu'il préférerait être extradé aux Etats-Unis et qu'il était prêt à « négocier à 100 % avec la justice américaine ».

On connaît le fonctionnement de celle-ci dans ce genre de cas. En échange de « révélations » réelles ou fabriquées qui servent la politique de Washington (et pas uniquement en matière de narcotrafic), le prévenu peut se voir offrir des remises de peine particulièrement alléchantes. Ce qu'a parfaitement saisi le président Chávez quand il a déclaré : « Le jeu de l'Empire est d'offrir à cet homme va savoir combien de facilités, y compris sa protection, pour qu'il commence à vomir tout ce qu'il veut contre le Venezuela et son président [5]. » D'où l'intérêt de le juger à Caracas et - beaucoup l'espèrent en tout cas au sein de la base « chaviste » - de mettre à jour, si son procès en confirme l'existence, les réseaux de corruption qui, à tous les niveaux, gangrènent le Venezuela. C'est donc un cadeau royal qu'a fait M. Santos au gouvernement bolivarien lorsque, malgré les intenses pressions des Etats-Unis, il a annoncé, le 13 avril, que M. Makled serait extradé au Venezuela (à l'heure où nous rédigeons ce texte, ce dernier se trouve néanmoins toujours en Colombie...).

Raison d'Etat, donc. Cruelle mais nécessaire, selon la formule consacrée. Mais le bât blesse - et doublement. Car à pragmatique, pragmatique et demi.

M. Santos ne sort pas du néant. Ministre de la défense du président Uribe, il a activement participé à la mise en oeuvre de sa meurtrière politique de « sécurité démocratique » et est directement impliqué dans le scandale des « faux positifs ». Depuis son arrivée au pouvoir, il a pris ses distances et ne manque pas une occasion de se démarquer de son prédécesseur (qui le lui rend bien), s'offrant à peu de frais une image de « modéré ». Enfin, beaucoup plus subtil que M. Uribe, il « joue » (dans tous les sens du mot) l'apaisement avec le Venezuela. En est-il pour autant un nouvel « ami » ? Ce pays va-t-il voir se réduire le niveau d'agression auquel il a été jusque-là soumis ? On peut en douter sérieusement.

Certes, la Colombie annonce l'extradition de M. Makled à Caracas. Mais ses autorités ont fait savoir que des fonctionnaires américains seraient auparavant autorisés à l'interroger. On peut donc s'attendre à ce que prochainement (c'est-à-dire avant l'élection présidentielle vénézuélienne de 2012), des « révélations fracassantes », qu'elles corroborent ou non celles que le trafiquant fera à la justice de son pays, alimentent les médias et la « communauté internationale » d'un délicieux venin made in USA. En un mot : la bombe à retardement que souhaitait neutraliser Caracas n'a nullement été désamorcée.

Elle l'est d'autant moins que, par ailleurs, à Londres, l'International Institute for Strategic Studies (IISS) annonce la présentation publique, le 10 mai, d'un ouvrage intitulé « [The FARC Files : Venezuela, Ecuador and the Secret Archive of Raúl Reyes](#) » (Les dossiers des FARC : le Venezuela, l'Equateur et les archives secrètes de Raúl Reyes). Le livre contiendra, est-il annoncé, une analyse du matériel contenu dans les trois clés USB et les disques durs des deux ordinateurs trouvés près du corps du responsable des relations internationales des FARC, Raúl Reyes, lors de sa mort sous un bombardement, en territoire équatorien, le 1er mars 2008. Sujets à caution, indéfendables sur le plan juridique, les milliers de documents en question, censément certifiés par Interpol, ont déjà amplement servi, par le biais de médias acquis à « la cause », à accréditer la thèse selon laquelle Caracas (de

même que Quito) apporte un soutien financier, politique et militaire massif à la guérilla [6].

Quelque peu oubliés ces derniers temps, les « ordinateurs magiques » vont donc resurgir fort à propos. Le dossier sera accompagné, précise l'IISS, d'un CD-Rom contenant leurs emails les plus importants. Formidable ! Il s'agit de documents on ne peut plus inédits ! Ils surprendront sans doute le capitaine Ronald Ayden Coy Ortiz, rédacteur du rapport de la division antiterroriste de la Direction des enquêtes criminelles (Dijin) de la police colombienne sur le matériel informatique « appartenant à l'ex-guérillero ». Dès la fin 2008, entendu par la justice colombienne à la demande de son homologue équatorienne, il a révélé sous serment que l'« ordinateur » de Reyes ne contenait « aucun courrier électronique ». On n'y a trouvé que des fichiers Word avec des « copies de courriers » [7] - que n'importe qui, dès lors, a pu introduire : le rapport d'Interpol consacré à ce matériel précise que des milliers de ces fichiers ont été créés, modifiés ou supprimés après qu'ils soient tombés entre les mains de l'armée, puis de la police colombiennes [8].

Bien entendu, quand se réactivera cette « campagne » dont on peut prévoir qu'elle sera fort médiatisée - et fera passer au second plan les avancées sociales du gouvernement bolivarien -, M. Santos pourra toujours objecter à « son ami Chávez » qu'il n'est pas responsable des publications de l'IISS. Mais c'est bien lui qui, ministre de la défense et aux ordres de ses patrons Uribe et George W. Bush, a, en 2008, organisé cette manipulation et diffusé les « archives de Raúl Reyes » aux quatre vents.

Le chef de l'Etat colombien gagne donc sur tous les tableaux. Ni « l'Empire » ni la droite vénézuélienne ne sauront gré au président Chávez d'avoir agi dans le sens de leurs intérêts. Comble de l'ironie et du cynisme, on a même pu entendre M. Rafael Uzcátegui, secrétaire général du parti d'opposition Patrie pour tous (PPT ; deux députés) s'inquiéter : « Le pays se demande qui est président du Venezuela : Hugo Chávez ou Juan Manuel Santos [9] ? » A gauche, en revanche, une fracture apparaît - impliquant les plus fidèles soutiens de la révolution bolivarienne, qui s'estiment trahis dans leurs idéaux, leur internationalisme et leur solidarité à l'égard de Pérez Becerra.

Nul ne peut décemment demander à Caracas de prendre fait et cause pour les guérillas. Le conflit colombien doit se régler en Colombie, entre colombiens (avec une médiation acceptée par tous les belligérants, le cas échéant). Le Venezuela, de son côté, peut légitimement estimer ne pas avoir à pâtir de la guerre interne qui - et il n'en est pas responsable - déchire son voisin. Mais le temps n'est pas si loin (en janvier 2008) où, l'analysant dans sa réalité profonde, le président Chávez invitait la communauté internationale à cesser de considérer les FARC (et l'Armée de libération nationale ; ELN) comme des « groupes terroristes » et à reconnaître les raisons politiques de leur lutte armée. Qui aurait pu imaginer alors la patrie de Bolivar extradant un journaliste, exilé en Europe, dont le seul tort est de déchirer le voile de silence qui, pour une grande part, recouvre la Colombie ?

Enfin, le Venezuela n'est pas le seul à devoir être interpellé... Cette pénible affaire n'aurait pas lieu d'être si, dès avant son départ de Suède, le voyage de Pérez Becerra n'avait été détecté et signalé. Depuis 2010, la Colombie a déployé, on le sait, dans le cadre d'une campagne d'intimidation - l'Opération Europe -, ses services de renseignement sur le vieux continent. Non seulement ceux-ci surveillent les Colombiens exilés, leurs amis latino-américains ou autres, les journalistes « mal pensants », mais ils ont été jusqu'à espionner, pour tenter d'en neutraliser l'influence ou les discréditer, la Commission des droits de l'homme du Parlement européen, les eurodéputés « non sympathisants » (du gouvernement colombien), les organisations de défense des droits de l'homme, etc.

Le 25 octobre 2010, à Madrid, une vingtaine de membres d'organisations non gouvernementales (ONG) espagnoles ont porté plainte contre l'ancien président Uribe pour avoir été espionnés, écoutés sur leurs lignes téléphoniques, poursuivis et menacés. Cinq jours plus tard, c'est à Bruxelles, et pour les mêmes motifs - filatures, prises de photos et de vidéos, vols de documents et de disques durs d'ordinateurs, menaces lors de voyages effectués en Colombie dans le cadre de projets de coopération européenne - que les victimes de ce type de pratiques ont également saisi la

justice.

A ce jour, pas plus l'Union européenne que son Parlement - qui ne rêve que de finaliser la négociation d'un Traité de libre-commerce avec le pays andin - n'ont enquêté sur ces actions illégales de Bogotá. Si, comme c'est leur devoir, ils l'avaient fait, Pérez Becerra ne serait sans doute pas enfermé aujourd'hui, comme tant d'autres prisonniers politiques, dans une geôle de Colombie. Il ne peut désormais espérer qu'une action vigoureuse de la Suède qui, le 27 avril, a demandé des explications au Venezuela pour ne pas avoir été informée de la détention de son ressortissant et de son extradition.

De l' « affaire Pérez Becerra », il reste, pour l'instant : une droite vénézuélienne qui s'amuse et compte les points, une gauche bolivarienne troublée et divisée, donc affaiblie, un survivant de l'UP retombé entre les mains de ses bourreaux et un Santos qui mène le bal au niveau régional... Le bilan n'a rien de satisfaisant.

[La valise diplomatique](#). Paris, le 3 mai 2011

Post-scriptum :

Note de El Correo : Depuis cet affaire le compte du site **ANNCOL** avec adresse <http://anncol.eu> est suspendu (**SUSPENDED ACCOUNT**) pour quoi ?.

[1] El Tiempo, Bogota, 25 avril 2010.

[2] Le palais présidentiel colombien.

[3] Chuzadas : écoutes téléphoniques organisées au plus haut niveau de l'Etat ; « faux positifs » : assassinats par l'armée colombienne de citoyens lambdas qu'on fait ensuite passer pour des guérilleros morts au combat (la justice a entre les mains plus de 3 000 cas).

[4] Radio Nacional de Venezuela, Caracas, 30 avril 2011.

[5] El Nacional, Caracas, 8 novembre 2010.

[6] Lire « [La Colombie, Interpol et le cyberguérillero](#) » et « [Emissaire français en Colombie](#) », Le Monde diplomatique, respectivement juillet 2008 et mai 2009.

[7] Canal Uno (Bogotá) et El Nuevo Herald (Miami), respectivement le 1er novembre et le 5 décembre 2008.

[8] « [Informe forense de Interpol sobre los ordenadores y equipos informáticos de las FARC decomisados por Colombia, OIPC-Interpol](#) » (PDF), Lyon, mai 2008, pages 31 à 35.

[9] El Nuevo Herald, 30 avril 2011.